

# Document

Pour les entreprises du CAC 40, la sortie de crise n'est pas encore d'actualité (14.08)

## **Le Monde – 13.08**

Pour les entreprises françaises, les PME comme les grands groupes, parler de reprise est encore très prématuré. Les résultats semestriels publiés à mi-août par 27 sociétés du CAC 40 recensées par le cabinet de conseil PwC pour *Le Monde* le démontrent.

A fin juin, les bénéfices d'un tiers des plus grandes entreprises françaises ont chuté de 65 % en moyenne. Huit sociétés ont vu leurs comptes basculer dans le rouge. *"Du jamais-vu"*, commente Philippe Kubiza, associé chez PwC. Le chiffre d'affaires, lui, recule de 15 %.

Si son ampleur est plus sévère, les effets économiques de cette crise restent toutefois assez "traditionnels". Et les secteurs qui souffrent le plus sont sans surprise la sidérurgie et l'automobile.

Le géant de l'acier Arcelor Mittal, pénalisé à la fois par la chute des cours et par le plongeon de la demande mondiale, a ainsi essuyé une perte colossale de 1,39 milliard d'euros fin juin contre un profit de plus de 5 milliards un an plus tôt. Plus sévère encore a été le déficit du groupe automobile Renault : - 2,7 milliards, contre un bénéfice de 1,58 milliard sur la même période en 2008.

Et si, pour le premier groupe de sidérurgie, la sortie de crise pourrait être rapide, portée par le rebond attendu de l'activité en Chine et en Inde, le sort de l'automobile est plus incertain. L'industrie est à la fois confrontée à la crise et à des difficultés plus structurelles pour adapter son offre. Et le soutien apporté ces derniers mois par la prime à la casse risque de ne pas durer.

Les entreprises liées au secteur de la grande consommation (Danone), de la pharmacie (Sanofi Aventis) ou des télécommunications (France Télécom) confirment leur profil "défensif". *"Même en temps de crise, on continue de manger, de se soigner et de payer son abonnement téléphonique"*, rappelle M. Kubiza.

Entre ces deux extrêmes, la plupart des sociétés, comme celles du luxe, des services ou des transports, souffrent sévèrement sans toutefois s'effondrer.

Quant au secteur bancaire, la purge de 2007 et 2008 semble proche de son terme. Et si la Société générale a fait état ce semestre d'un profit limité de 31 millions d'euros, les bénéfices de la BNP ont eux dépassé les 3 milliards d'euros. Personne ne se hasarde toutefois à considérer le secteur comme tiré d'affaire.

*"Les profits sont très dépendants des activités de marché, donc très aléatoires"*, signale Christian Parisot, économiste chez Aurel BGC, *et les banques souffrent de la dégradation de la conjoncture en Europe.* Du fait de la montée du chômage, de la multiplication des défaillances de petites entreprises, un nombre de plus en plus important de crédits ne sont plus honorés, provoquant des pertes pour les banques.

Paradoxalement ces résultats ont toutefois été accueillis avec soulagement, si ce n'est enthousiasme, par le marché. *"La plupart des experts s'attendaient à bien pire"*, explique M. Parisot.

En moyenne, les bénéfices publiés par les entreprises françaises et plus généralement par les sociétés européennes ont été de 66 % supérieurs aux attentes des analystes. Cela explique, en partie, le rebond spectaculaire de la Bourse de Paris de 25 % depuis la fin mars. *"Les efforts de restructuration et de réduction de coûts des entreprises ont aussi été salués, mais il ne faut pas se tromper, le contexte reste très déprimé"*, prévient M. Parisot.

Les dirigeants d'entreprise restent d'ailleurs très prudents, se gardant bien d'évoquer une prochaine embellie. Les patrons du CAC 40 sont conscients qu'ils seront confrontés à une reprise molle en France et en Europe au cours des prochains mois.

En outre, en dépit de leurs efforts drastiques sur les coûts, sur les effectifs et sur les investissements, *"le compte n'y est pas encore"*, calcule Nicolas Bouzou, économiste chez Asterès.

La productivité des entreprises continue de reculer. Elle a baissé de 1,8 % au premier trimestre en rythme annuel. Autrement dit, il faut faire encore des efforts, et d'autres destructions d'emplois sont à redouter. La progression continue du chômage et ses effets sur le moral des Français pourraient gripper encore l'activité.

Surtout, *"les investissements ne reprendront pas tant que la productivité n'aura pas atteint son point bas"*, prédit M. Bouzou. *"La France était déjà en situation de sous-investissement face à l'Allemagne, si cela continue, la compétitivité des entreprises françaises va encore se dégrader"*, alerte l'économiste. En début d'année, les entreprises françaises ont réduit leurs dépenses d'investissement en machines et équipements de 12 % en rythme annuel.

En outre, les entreprises resteront affectées par un accès au crédit bancaire encore tendu. Ce point ne devrait toutefois pas pénaliser outre mesure les entreprises du CAC 40, capables plus aisément que les PME d'emprunter sur les marchés financiers en émettant des obligations.

Enfin, compte tenu de leur exposition internationale, si la reprise se confirme dans le monde, les entreprises du CAC 40 seront sans doute les premières à en profiter, avant même que la France ne sorte véritablement de la récession.